

Brexit – Union européenne : vers un « No Deal » ?



Le Royaume-Uni est un pays qui a toujours tenu à ses libertés et à garder un Etat souverain. Son entrée dans l'Europe fut motivée par le libre échange que la Communauté européenne permettait. Au fil du temps, les nombreuses législations et règles européennes ainsi que l'arrivée de nombreux travailleurs étrangers ont divisé l'opinion publique et ont entraîné un débat au sein de la population sur l'utilité de l'Union européenne.

Ainsi en 2016, le premier ministre David Cameron, pro-européen, décide de mettre en place un referendum pour trancher la question. Il est persuadé que le résultat du référendum sera favorable à l'UE. Ainsi le 23 juin 2016, la population fut appelée à répondre à la question « Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou la quitter ? ». Après un vote serré, à la grande surprise de Cameron et du monde entier, les Britanniques ont voté à 51,9% pour une sortie de l'Union européenne. C'est le Brexit. David Cameron quitte son poste et Theresa May, membre du parti conservateur et pro Brexit le remplace. Elle a donc la lourde tâche de négocier une sortie en bons termes avec l'Union européenne. Le 29 mars 2017 les négociations commencent et les deux parties se donnent deux ans pour trouver un accord. Au bout d'un an et demi de négociations, l'Union européenne et le Royaume-Uni se mettent d'accord. Cependant, en Angleterre l'accord ne convient pas à tout le monde, il n'apporte pas suffisamment de changements contrairement à ce que Theresa May avait promis. Ainsi des ministres démissionnent et des motions de censures sont déposées contre la première ministre par son propre parti, motions qui n'aboutiront pas. Finalement le parlement rejette l'accord. En juin 2019, Boris Johnson remplace Theresa May et devient le nouveau premier ministre du Royaume-Uni. Ce dernier, beaucoup plus conservateur, est totalement en faveur du Brexit. Il annonce des négociations rudes avec l'Union européenne. Après de nombreux reports le Royaume-Uni a quitté officiellement l'UE le 31 janvier 2020.

Nous sommes aujourd'hui dans une période dite de transition qui s'achèvera le 31 décembre 2020. Elle a pour but de fixer les accords de départ et de mettre en place les relations futures. Durant cette période le Royaume-Uni ne peut plus participer à aucun processus décisionnel mais a encore accès au libre marché européen.

Comment cette sortie de l'UE va-t-elle se dérouler ? Un « no-deal » est-il envisageable ? Le Royaume-Uni n'est-il pas malgré tout toujours fortement lié à l'Union ?

Stéphane Madaule (économiste), Philippe Van Parijs (universitaire), Jill Rutter (chercheuse) et Anand Menon & Jonathan Portes (politistes) apportent chacun une partie de réponse à ces questions dans quatre tribunes du journal *Le Monde* publiées le 25 septembre 2020.

Après que la décision de sortir de l'Union européenne fut prise par le Royaume-Uni de nombreuses questions se posèrent, notamment sur le plan économique. Comment le Royaume-Uni va-t-il gérer cette scission ? La crainte d'un « no-deal » se fait directement ressentir. Les Britanniques semblent vouloir se détacher complètement des restrictions européennes. La piste d'un libre marché en échange du respect des normes de l'UE proposée au Royaume-Uni fut très vite écartée. Les normes européennes sont jugées beaucoup trop contraignantes et restrictives par l'exécutif. Le premier ministre Boris Johnson accorde une très grande importance à la souveraineté nationale anglaise et voit le Brexit comme une libération. C'est la vision « Global Britain » qu'il n'est pas le seul à partager. Il y a en effet beaucoup d'euroscéptiques en Angleterre, 60% de la population dit ne pas se sentir européenne. Pour certains économistes pro Brexit, l'UE et ses restrictions auraient causé une perte de 12 % du PIB britannique sur une trentaine d'années. Ces idées sont aujourd'hui partagées par la majorité du gouvernement conservateur. Le « no-deal » est envisagé par Boris Johnson. La crise qu'il engendrerait pourrait être cachée par la crise liée au Covid 19. Pour beaucoup un « no-deal » permettrait au Royaume-Uni d'accroître sa concurrentialité. En effet, sans les restrictions européennes à la fois sur les conditions de travail ou sur l'écologie, le Royaume-Uni pourrait adopter une stratégie de concurrence débridée et d'une hyperproduction se rapprochant par exemple du modèle chinois. Ce changement de modèle économique permettrait de palier à la crise que le « no deal » pourrait provoquer. La théorie de William Hague dans « The Guardian » publiée en 1999 met en avant ce modèle économique. En effet, pour lui, les nations concurrentielles optant pour moins de régulations feront tomber les « grands animaux trébuchants » que sont les blocs régionaux tels que l'Union européenne. La date de publication de cet article montre bien que cette manière de penser n'est pas nouvelle.

Les négociations avec l'UE sont donc compliquées. L'UE ne peut pas couper tous liens avec le Royaume-Uni, à la fois car il fait partie intégrante de l'économie européenne (pêcheurs sur la côte britannique par exemple) et un « no deal » signifierait que le Royaume-Uni deviendrait un concurrent de taille pour l'UE avec un modèle économique libéral. C'est pour cela que l'idée d'un libre marché total sans restriction proposé par Boris Johnson fut directement refusée.

On peut se demander pourquoi le gouvernement britannique a-t-il l'air si confiant dans sa capacité à pouvoir concurrencer l'Europe. La stratégie du Royaume-Uni s'appuie sur le « capital cérébral » dont il pourra disposer. Boris Johnson veut attirer le plus de cerveaux possible au Royaume-Uni. Pour cela il compte sur l'attractivité de ses universités, en effet quatre universités du top 10 mondial de QS (Quacquarelli Symonds, un des classements les plus fiables) sont anglaises. Un autre aspect de son attractivité est la puissance mondiale de Londres (1^{ère} métropole européenne) ou encore le fait que l'anglais soit la langue la plus influente au monde. La Grande-Bretagne n'attire donc pas que les étudiants mais également les diplômés. En effet on compte environ 910 000 diplômés de l'enseignement supérieur européens (entre 25 et 64 ans) vivant au Royaume-Uni contre seulement 292 000 diplômés natifs de Grande-Bretagne vivant en Europe. Pour couronner le tout, un « no deal » donnerait une liberté totale à Boris Johnson dans sa politique sur l'immigration. Il pourrait laisser à l'UE la tâche d'accueillir tous les migrants en difficultés tandis que le Royaume-Uni ne garderait que les immigrés diplômés. L'UE est donc sous la menace d'un sabotage de leur projet par un nouveau concurrent hyper agressif s'il ne trouve pas d'accord de sortie. Mais si c'était le cas, comment devrait réagir l'UE ? Devrait-elle adopter un modèle économique semblable pour rester concurrentiel ? Pour Thomas Piketty cela ne serait pas la bonne solution. Selon lui il faudra faire le choix de protéger les normes économiques et sociales de l'UE quitte à perdre en compétitivité sur le moment. Il faut opérer une révision des priorités

actuelles et avoir une vision à plus long terme. Il est possible de sortir de la crise par une sorte de révolution copernicienne.

Cependant ce nouveau modèle économique n'est qu'une hypothèse et beaucoup de choses laissent penser que le Royaume-Uni ne se transformera pas en une sorte de Chine occidentale d'ici demain.

Certes, Boris Johnson ne semble pas faire dans la demi-mesure, il veut un vrai changement, une vraie séparation et non « un Brexit qui n'en a que le nom ». Mais cette libération des « contraintes » européennes ne rime pas forcément avec un changement majeur de modèle économique. En effet des déclarations des différents membres de son gouvernement laissent penser que les nouvelles libertés britanniques seront utilisées d'une autre manière. Tout d'abord, le membre de la chambre des Lords et principal négociateur de BoJo David Frost a déclaré en février « *La souveraineté, c'est la capacité d'instaurer vos propres règles d'une façon qui correspond à votre situation.* ». Ainsi ces libertés pourraient être utilisées pour adapter les normes européennes afin qu'elles conviennent mieux à la situation du Royaume-Uni, certaines normes européennes étant jugées trop générales (notamment celles sur l'agriculture). Michael Gove, membre du gouvernement, a déclaré ne pas vouloir régresser en termes d'environnement et de droit du travail. Boris Johnson ne semble pas non plus vouloir transformer son économie en une économie ultra libérale et son pays en paradis fiscal. Une de ses premières mesures va même dans le sens inverse en annulant le projet de réduction de taxe de 17% sur les sociétés. Il souhaite réinvestir l'argent récolté dans les services publics. Cela nous amène à l'hypothèse la plus probable pour l'avenir du Royaume-Uni. Boris Johnson semble vouloir se libérer des normes européennes pour pouvoir allouer autant d'aides publiques qu'il le souhaite aux entreprises. Loin de l'Etat libéral imaginé par certains, il souhaiterait au contraire un état interventionniste qui subventionnerait beaucoup plus les entreprises, aidant ainsi les « champions nationaux » mais qui donnerait également plus de moyens aux services publics. Ce programme n'est pas habituel pour un conservateur et c'est peut-être la raison pour laquelle il a été élu, récoltant également des voix du parti travailliste, le labour. Ce modèle, se rapprochant beaucoup de « l'Etat entrepreneur » décrit par Mariana Mazzucatto (économiste et professeur à l'université de Sussex), est sûrement le plus vraisemblable. De plus, les états, à quelques exceptions près, sont de plus en plus soucieux de l'environnement. Un partenaire commercial avec une économie complètement débridée sans aucune norme écologique ne sera plus accepté dans les années à venir.

Un véritable changement d'économie serait d'autant plus étrange que, malgré tout, le Royaume-Uni reste tout de même très européen. Tout d'abord, une part importante de l'économie britannique dépend de l'UE. En effet le marché européen est très largement le marché principal du Royaume-Uni, s'en détacher serait donc compliqué. Malgré les discours du gouvernement prônant un rapprochement avec de nombreux pays comme les Etats-Unis, l'Australie ou encore le Canada, le Royaume-Uni devra continuer à avoir l'UE comme marché principal. A moins d'un changement culturel total que Boris Johnson dit ne pas souhaiter, le Royaume-Uni reste de type européen sur de très nombreux points et il est logiquement plus simple de commercer avec des pays qui nous ressemblent.

Etudions un peu ces points communs. Tout d'abord politiquement, durant les quatre années qui ont suivi l'annonce du Brexit, le Royaume-Uni a pris les mêmes positions que l'UE sur les grands sujets internationaux comme le climat, l'Iran, la Russie ou la guerre en Syrie. Sur la gestion de la crise du Covid 19, la Grande Bretagne a également calqué sa politique sur celle des pays européens. Le système social et économique est également semblable à ceux des pays européens, notamment sur les fonctions essentielles de l'Etat (éducation, santé, retraite) qui occupent une grande place (contribution à 40% du PIB) bien

loin du modèle de Singapour par exemple (15% du PIB). S'ajoutent à cela les proximités géographiques, historiques ou bien encore culturelles.

On peut donc conclure que le Royaume-Uni veut un vrai Brexit, apportant des changements et surtout des libertés. L'arrivée de Boris Johnson au pouvoir a fait craindre la possibilité d'une transformation drastique du modèle économique britannique pour le rendre hyper concurrentiel, mettant en péril l'avenir du projet européen. Les libertés allouées par le Brexit seront certainement utilisées de manière raisonnable. Finalement, le Royaume-Uni étant un Etat de style européen, à la fois d'un point de vue économique, politique ou encore sociétale ou culturelle, devrait rester très proche de l'Union européenne.

Elias KOHN (Terminale 1), le 22 novembre 2020.